

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 124.912 du 31 octobre 2003

A.136.384/XIII-2992

En cause : **la Société anonyme SILOLUX,**

ayant élu domicile chez
Me Philippe LEVERT, avocat,
avenue Louise 149/22
1050 Bruxelles,

contre :

l'Etat belge, représenté par
le Ministre de l'Economie,
ayant élu domicile chez
Me Jean-Paul LAGASSE, avocat,
place de Jamblinne de Meux 41
1030 Bruxelles.

Partie intervenante :

la Société anonyme CORA,
ayant élu domicile chez
Me Tanguy VANDENPUT, avocat,
avenue Louise 390/12
1050 Bruxelles.

LE PRESIDENT DE LA XIII^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 6 mai 2003 parla société anonyme SILOLUX qui demande l'annulation de la décision du Comité interministériel pour la distribution du 29 janvier 2003 accueillant partiellement le recours formé par la société anonyme CORA contre la décision du collège des bourgmestre et échevins de la commune de Messancy du 10 décembre 2002 lui accordant un permis socio-économique soumis à des conditions;

Vu la demande introduite le même jour par le même requérant tendant à la suspension de l'exécution de l'acte précité;

Vu la requête introduite le 26 mai 2003 par laquelle la société anonyme CORA demande à être reçue en qualité de partie intervenante dans la procédure en référé;

Vu la note d'observations et le dossier administratif de la partie adverse;

Vu le rapport de M. LOMBAERT, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 93 du règlement général de procédure et de l'article 12, alinéa 2, de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat;

Vu la notification du rapport aux parties;

Vu le mémoire en intervention;

Vu l'ordonnance du 13 octobre 2003, notifiée aux parties, convoquant celles-ci à comparaître à l'audience publique du 28 octobre 2003;

Entendu, en son rapport, M. HANOTIAU, président de chambre;

Entendu, en leurs observations, Me Noé MARTENS, loco Me Philippe LEVERT, avocat, comparaisant pour la partie requérante, Me Jean-Paul LAGASSE, avocat, comparaisant pour la première partie adverse, et Me Tanguy VANDENPUT, avocat, comparaisant pour la partie intervenante;

Entendu, en son avis conforme, M^{me} LEYSEN, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que par requête du 29 avril 2003, la société anonyme CORA demande à être reçue en qualité de partie intervenante dans la procédure en référé; qu'il y a lieu d'accueillir cette requête;

Considérant que par lettre du 23 septembre 2003, l'avocat de la partie requérante fait savoir au Conseil d'Etat que sa cliente a décidé de se désister de ses recours; que rien ne s'oppose à accueillir ces désistements,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

La requête en intervention introduite par la société anonyme CORA est accueillie.

Article 2.

Le désistement est décrété dans la procédure en suspension et dans la procédure en annulation.

Article 3.

Les dépens, liquidés à la somme de 300 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XIII^e chambre, le trente-et-un octobre deux mille trois par :

MM. HANOTIAU, président de chambre,
SCOHY, greffier.

Le Greffier,

Le Président,

G. SCOHY.

M. HANOTIAU.